



Western Economic
Diversification Canada

Diversification de l'économie
de l'Ouest Canada



ÉTAT DES RÉSULTATS PROSPECTIF
(non audité)
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS

Canada

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
État des résultats prospectif (non audité)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars
(en dollars)

	Résultats projetés de 2018-2019	Résultats prévus de 2019-2020
Charges		
Innovation	61 518 835 \$	106 499 266 \$
Services aux entreprises	45 178 620	46 043 040
Croissance des entreprises	28 358 682	34 932 985
Initiatives communautaires	62 946 317	32 195 559
Services internes	14 893 133	12 620 409
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(10 582 613)	(7 743 605)
Total des charges	202 312 974	224 547 654
Revenus		
Intérêt	92 293	126 875
Amortissement d'escompte	56 816	41 285
Autre	13 262	6 695
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(149 174)	(168 220)
Total des revenus	13 197	6 635
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	202 299 777 \$	224 541 019 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état des résultats prospectif.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes à l'état des résultats prospectif (non audité)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2018-2019 sont fondés sur les résultats réels en date du 30 novembre 2018 et sur les prévisions pour le reste de l'exercice. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2019-2020.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- Les activités du ministère resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent;
- Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience acquise. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- Les provisions pour créances irrécouvrables sont basées sur l'expérience acquise. On prévoit que le modèle historique général sera maintenu.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 30 novembre 2018.

2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2018-2019 et pour 2019-2020, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience acquise et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique incluent :

- le moment et le montant des acquisitions et des aliénations de biens immobiliers, d'installations de production et d'équipements qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement;
- la mise en œuvre de nouvelles conventions collectives;
- la conjoncture économique, qui peut avoir une incidence à la fois sur le montant des revenus perçus et sur la possibilité de recouvrer les créances de prêts;
- les taux d'intérêt en vigueur au moment de la présentation du rapport, lesquels auront une incidence sur la valeur actualisée nette des prêts sans intérêt;
- les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement en raison de nouvelles initiatives ou de rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le plan ministériel est déposé au Parlement, DEO ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le rapport ministériel sur les résultats.

3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2018-2019, et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les autres charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services sont rendus et comprennent les charges de fonctionnement liées au personnel, services professionnels et spéciaux, réparation et entretien, services publics, fournitures et approvisionnement, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. Les autres charges incluent des provisions qui tiennent compte des changements de la valeur des actifs et des passifs, y compris les provisions pour créances douteuses, les prêts, les placements, les avances et la désuétude des stocks. De plus, les charges incluent l'utilisation des stocks et des charges payées d'avance ainsi que d'autres.

b) Revenus

Les revenus provenant de droits réglementaires sont constatés en fonction des services fournis au cours de l'exercice.

Les fonds reçus de tiers de l'extérieur à des fins précises sont comptabilisés à leur réception en tant que revenus reportés. Ils sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les revenus reportés se composent des montants reçus à l'avance pour la livraison de biens et la prestation de services qui seront reconnus à titre de revenus dans un exercice ultérieur où ils seront gagnés.

Les autres revenus sont constatés dans l'exercice où s'est produit l'évènement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus non disponibles pouvant maintenant être dépensés ne peuvent servir à acquitter les passifs de DEO. Bien que l'on s'attende à ce que l'administrateur général maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité pour disposer des revenus non disponibles pouvant maintenant être dépensés. Par conséquent, les revenus non disponibles pouvant maintenant être dépensés sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont présentés en réduction du montant brut des revenus de DEO.

4. Autorisations parlementaires

DEO est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à DEO ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de DEO pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

	Résultats projetés de 2018-2019	Résultats prévus de 2019-2020
	(en dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	202 299 777 \$	224 541 019 \$
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(7 815)	(5 297)
Gain (perte) découlant de l'aliénation des immobilisations corporelles	(17 788)	0
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(5 310 489)	(5 400 295)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et de congés compensatoires	113 447	(48 719)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(15 071)	(161 563)
Diminution (augmentation) des charges à payer non portées à une autorisation	2 029 026	1 007 255
Remboursement de charges des exercices antérieurs	39 915	130 897
Autres	13 197	6 635
Total des postes qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations	(3 155 578)	(4 471 087)
Rajustement pour les postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations:		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	454 095	570 811
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	44 132 500	30 939 724
Hausse des avances aux employés	20 228	29 325
Total des postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations	44 606 823	31 539 860
Autorisations demandées	243 751 022 \$	251 609 792 \$

b) Autorisations demandées

	Résultats projetés de 2018-2019		Résultats prévus de 2019-2020
	(en dollars)		
Autorisations demandées:			
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	39 952 473	\$	37 981 906 \$
Crédit 5 - Paiements de transfert	199 763 274		209 531 630
Montant des postes législatifs	4 035 275		4 096 256
Autorisations demandées totales	243 751 022	\$	251 609 792 \$